

**Ukraine - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies, au  
nom de la France et de l'Allemagne  
- Conseil de sécurité  
(New York, 29 mai 2018)**

Monsieur le Président,

Je remercie la présidence polonaise du Conseil de sécurité, à travers vous Monsieur le Ministre, d'avoir organisé cette réunion publique du Conseil sur la situation en Ukraine. Permettez-moi également de saluer la présence parmi nous des ministres néerlandais et ukrainien des Affaires étrangères.

Je tiens à remercier la secrétaire générale adjointe pour les affaires politiques, Mme Rosemary Dicarlo, la sous-secrétaire générale aux affaires humanitaires, Mme Ursula Mueller, ainsi que le chef de la mission spéciale d'observation en Ukraine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'ambassadeur Ertuğrul Apakan, pour leurs interventions très éclairantes.

Monsieur le Président,

Compte tenu de l'engagement des autorités françaises et allemandes dans la résolution de cette crise, j'ai l'honneur de prononcer cette intervention au nom de la France et de l'Allemagne. Une telle expression commune, très exceptionnelle, illustre la force de l'engagement commun de nos deux pays dans le cadre du format Normandie.

Monsieur le Président,

Alors que nous célébrons cette année le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, l'est de l'Ukraine est ravagé depuis plus de quatre ans par un conflit d'une rare intensité sur le territoire européen. Plus de 70 ans après la Seconde Guerre mondiale, conflit au cours duquel l'Ukraine et la Russie ont payé un tribut inhumain, plus de 10.000 civils et militaires ont perdu la vie, des millions de personnes ont été déplacées et des millions d'autres ont été affectées par les affrontements dans le Donbass.

Depuis quatre ans, l'Allemagne et la France n'ont ménagé aucun effort pour tenter d'apaiser les souffrances des populations concernées et de trouver une issue à ce conflit. Après le Protocole de Minsk, c'est dans un format dit "Normandie" que nous sommes parvenus à aboutir aux accords dits de Minsk en 2015, qui identifient précisément les étapes d'une sortie

de crise. Trois ans après l'adoption de la résolution 2202, qui endosse le paquet de mesures des accords de Minsk, nous appelons plus que jamais toutes les parties à mettre en oeuvre leurs engagements. Nous rappelons également notre plein soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.

Dans ce contexte, nous souhaitons souligner trois points.

1/ Le premier porte sur la situation sécuritaire, qui constitue un préalable à toute amélioration de la situation des populations civiles. Loin d'un "conflit gelé", l'est de l'Ukraine est le théâtre d'affrontements quotidiens alors même que les parties se sont engagées à plusieurs reprises à faire taire les armes, encore récemment le 30 mars dernier. Ce sont des centaines de violations du cessez-le-feu que l'OSCE observe chaque jour - et nous rendons hommage à l'OSCE pour son travail remarquable et les risques encourus par ses équipes. Nous exhortons les parties, en particulier la Russie, à tout mettre en oeuvre pour faciliter les déplacements des observateurs et à garantir leur sécurité ainsi que l'intégrité de leur équipement, y compris leurs drones.

La France et l'Allemagne condamnent dans les termes les plus fermes les violations du cessez-le-feu. Nous appelons une fois de plus au retrait des armes lourdes, encore utilisées pour des attaques contre des infrastructures civiles. Il est inacceptable que les écoles continuent d'être la cible d'obus. Les deux parties doivent aussi impérativement progresser vers la mise en oeuvre du désengagement de la ligne de contact dans les zones déjà identifiées à cet effet et celles qui le seront à l'avenir.

Ce sont ces premières étapes qui pourront créer un climat de confiance et prévenir un nouveau drame comme celui du 17 juillet 2014, lorsque les 298 passagers et membres d'équipage du MH17 ont tragiquement perdu la vie à la suite d'un tir de missile. À ce titre, nous saluons le professionnalisme de l'équipe commune d'enquête qui mène son travail en toute indépendance. Afin de faire toute la lumière sur cette affaire et juger les responsables, il est crucial que les enquêteurs bénéficient de la pleine coopération de tous les Etats membres.

Monsieur le Président,

2/ Notre deuxième message porte sur l'urgence humanitaire. Pour le seul mois d'avril, nous dénombrons 23 morts, dont cinq civils et 115 blessés. Ce bilan, en ce qui concerne le nombre de morts, est d'ores et déjà dépassé pour le mois de mai. Durant les rudes mois d'hiver, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans eau, sans électricité et sans chauffage pendant plus d'une journée. Ces mêmes populations sont confrontées à une insécurité alimentaire croissante et à une dégradation de leur état de santé, en particulier les femmes et les enfants.

Afin de soulager les souffrances des populations civiles, l'Allemagne et la France appellent à faciliter l'accès des organisations humanitaires au Donbass et à garantir leur sécurité. Nous exhortons toutes les parties à protéger les infrastructures civiles essentielles telles que l'usine de filtration d'eau de Donetsk et à ouvrir de nouveaux points de passage sur la ligne de contact. Un nouvel échange des personnes détenues représenterait également un geste de confiance que nous appelons de nos vœux.

3/ Enfin, une résolution sur le long terme de cette crise dépend également des mesures politiques et économiques qui seront prises. Des progrès majeurs ont été accomplis par les autorités ukrainiennes ces trois dernières années dans la mise en oeuvre des engagements politiques pris dans le cadre des accords de Minsk, mais il reste à finaliser le dispositif législatif nécessaire à la tenue des élections locales dans certaines zones de Donetsk et Louhansk, et à développer un plan en vue de leur organisation dans les meilleures conditions.

Des mesures concrètes sont également attendues pour améliorer la vie des populations dans le Donbass, par exemple en garantissant le droit à une retraite ou en dépêchant une mission d'experts sur les questions environnementales.

Monsieur le Président,

La France et l'Allemagne se tiennent et continueront de se tenir aux côtés du peuple ukrainien meurtri ces dernières années par le conflit du Donbass et l'annexion illégale de la Crimée. Nos efforts dans le cadre du format de Normandie sont l'expression de notre volonté de parvenir à soulager les souffrances de ce peuple et de construire les bases d'une paix durable sur tout le continent européen. Je vous remercie./.